Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Kriminologie = Revue suisse de criminologie = Rivista svizzera di criminologia = Swiss Journal of Criminology

Herausgeber: Schweizerische Arbeitsgruppe für Kriminologie

Band: 2 (2003)

Heft: 2

Rubrik: Plus de sécurité - moins de liberté? : Les techniques d'investigation et de preuve en question = Mehr Sicherheit - weniger Freiheit? : Ermittlungs- und Beweistechniken hinterfragt

Plus de sécurité – moins de liberté?

Les techniques d'investigation et de preuve en question

Compte-rendu du congrès du Groupe suisse de travail de criminologie (Interlaken, 5–7 mars 2003)[1]

Quelle position adopter à une époque où la technologie et les sciences offrent de plus en plus leurs services aux techniques d'enquête, aux moyens de preuve et aux sciences criminelles en général? N'y a-t-il pas de limites à l'utilisation de notre savoir-faire? La liberté individuelle est-elle être mise en péril face à des procédés de plus en plus perfectionnés?

Dans la lutte lancée par la communauté internationale face au terrorisme et à la criminalité organisée, la célérité et l'efficacité des investigations sont des revendications maintes fois formulées. L'émoi suscité par les actes terroristes a fait naître un besoin sécuritaire important. Des actes d'enquête et de preuve toujours plus efficaces favorisent-ils réellement l'accroissement de la sécurité de chacun ou au contraire la restriction de la liberté de tous? Mark Pieth[2] a très clairement posé le cadre du débat: la société n'a pas d'autre choix que de garantir la sécurité publique par le respect des principes de légalité et de proportionnalité des actions de ses organes policiers et judiciaires. Cependant, la protection des citoyens ne peut pas sans autre être maximisée car chacun doit pouvoir participer à la vie sociale et la sécurité et ses exigences doivent conserver un caractère secondaire: l'Etat de droit ne peut pas être un Etat policier!

Dominique Pécaud[3] a fait part des résultats d'une étude qu'il a menée en 2001 (mandatée par l'Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure, IHESI, Paris), portant sur l'impact de la vidéosurveillance sur la sécurité des citoyens dans les espaces publics. Un des points cruciaux du succès d'une telle politique consiste en l'information du public afin qu'il comprenne le système employé et son efficacité. Ces moyens sont également considérés, en principe, comme l'une des solutions de prévention situationnelle des activités criminelles. Cependant, les résultats de l'enquête ont également montré que la présence d'une caméra pouvait être comprise comme une provocation et susciter des agissements répréhensibles inattendus. Le message de D. Pécaud prend la forme d'un clair avertissement: prenons garde aux effets pervers de la réification et de la «naturalisation» de la vie sociale!

Edwin Kube[4] s'est, quant à lui, exprimé sur la recherche assistée par ordinateur sur la base de profils d'auteurs (en allemand: «Rasterfahndung»). Depuis le 11 septembre 2001, cette méthode a été largement utilisée comme moyen de prévention de dangers, ce qui lui a procuré une attention particulière de la part du public. Mais l'emploi est-il réservé aux cas de dangers réels, actuels ou déjà lors de menaces virtuelles? Tel est l'enjeu de la sécurité face aux libertés individuelles. Edwin Kube rappelle également que la recherche assistée par ordinateur a bel et bien un aspect préventif mais ne doit pas être surestimée. En effet, elle ne permet pas à coup sûr de cibler une personne dangereuse, intégrée comme un autochtone dans un pays. Dans ces cas-là, le passage d'un soupçon individuel à une notion nébuleuse dénommée le «soupçon collectif» peut conduire à un affaiblissement du droit, à un Etat préventif qui recherche des être humains ayant des caractères distinctifs et non des personnes suspectées. Il convient dès lors de fixer un cadre juridique clair afin d'éliminer au mieux les zones obscures. S'il est un moyen d'investigation suscitant une grande fascination, il s'agit bien du «profiling». Cependant, Volker Dittmann[5] mentionne qu'à l'exception des spécialistes, chacun perçoit l'image du «profiler» de manière très éloignée de la réalité. Cette mauvaise conception de la réalité est due aux médias mais également à l'image que se donnent certains professionnels du «profilage». A l'origine, cette discipline fut instaurée par le FBI principalement pour faciliter les enquêtes concernant les crimes en série. Mais l'analyse criminelle re-

1 Le présent compte rendu n'a qu'un but d'information. Pour le détail des conférences on se référera aux actes: U. Cassani, V. Dittmann, R. Maag, S. Steiner, Mehr Sicherheit – weniger Freiheit ? Ermittlungs – und Beweistechniken hinterfragt / Plus de sécurité – moins de liberté ? Les techniques d'investigation et de preuve en question, Verlag Rüegger, Zurich, septembre 2003.

2 Professeur de droit pénal et de criminologie à l'Université de Bâle.

3 Institut de l'homme et de la technologie, Nantes.

4 Professeur à l'Université de Giessen, Allemagne.

5 Psychiatre, Directeur du service de psychiatrie forensique de l'Université de Bâle.

couvre l'ensemble des méthodes et des techniques qui permettent la gestion d'informations et de déduction des renseignements utiles à l'enquête policière et judiciaire. Il s'agit d'une tâche globale, d'un travail multidisciplinaire: on n'a jamais vu un «profiler» résoudre à lui seul une enquête, excepté dans les films hollywoodiens! V. Dittmann souligne que si le «profilage» et les analyses criminelles opérationnelles donnent, dans le meilleur des cas, des aides précieuses pour guider des recherches policières, elles ne peuvent en aucun cas mener directement à l'identité d'un auteur.

La criminalité organisée et le terrorisme reposent sur des moyens logistiques d'envergure et efficaces. Les technologies actuelles donnent de nouvelles armes à ces milieux et il est incontestable que la surveillance des télécommunications représente un moyen d'investigation important. Depuis le 1er janvier 2002, la loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication[6] et son ordonnance[7] sont en vigueur. Bernhard Straüli[8] rappelle que la mise en application des règles de droit à l'encontre d'une personne physique ou morale constitue une atteinte à sa sphère privée. L'article 3 de ladite loi mentionne un catalogue d'infractions exhaustives représentant l'intérêt public poursuivi et est reconnu pour ses nombreuses incohérences et lacunes. La liste énoncée suscite la perplexité, pire, elle pousse au «bricolage juridique». La confiance dans un tel moyen de preuve et d'investigation paraît ainsi limitée. De plus, il est incontestable que de telles mesures de surveillance peuvent révéler des événements sans rapport avec les faits à élucider, des informations sous secret professionnel ou des infractions précédemment ignorées. La nouvelle loi a tenté de réduire ces effets indésirables mais sans véritable succès et le Tribunal fédéral devra ainsi certainement préciser une règle de droit qui a été l'objet d'une réflexion trop succincte!

Beat Künzli[9] s'est exprimé sur les problèmes pratiques dans la mise en œuvre de la LSCPT. Outre les incohérences de fond, cette loi révèle également des problèmes aux niveaux technique et administratif. Ainsi, la surveillance des cabines téléphoniques et des centrales téléphoniques entraîne des difficultés. L'entité administrative, dénommée Services des tâches spéciales (STS), chargée de l'application de la LSCPT et de son ordonnance n'est pas en possession des installations techniques adéquates pour pratiquer de telles écoutes. De plus, la surveillance a-t-elle encore un sens quand le STS ne fonctionne que pendant les heures de bureau alors qu'il est notoire que la majorité des contacts entre groupes criminels se déroulent de nuit? Finalement, les coûts prohibitifs réclamés par les opérateurs pour la surveillance d'un téléphone mobile entravent également les investigations. Comme le rappelle également Herbert Andres[10], il y a une obligation future de surveiller les logiciels vu l'évolution de la criminalité. Et dans ce domaine, les coûts de surveillance du monde Internet pratiqués par les opérateurs suisses sont exorbitants par rapport à ceux pratiqués en dehors de nos frontières. Tirons-nous tous à la même corde?

Les sciences criminelles ont de plus en plus souvent recours aux preuves dites scientifiques pour établir des faits. Or, comme l'a démontré Franco Taroni[11], l'interprétation de ces moyens de preuve est laissée au juriste qui devra les comprendre et les évaluer. En règle générale, l'expert exprime la force probante de ses résultats sous forme de probabilités; qui dit réponse sous forme de probabilités dit décision par une évaluation de l'incertitude. C'est bien plus le mode de réponse que le résultat lui-même qui induit des difficultés de compréhension. Dès lors, la preuve scientifique repose non seulement sur la qualité de l'expert mais aussi et surtout sur la capacité de l'homme de loi de comprendre les événements incertains (exprimés par des probabilités) comme par exemple les résultats d'une analyse ADN.

La discussion entre Martin Killias[12] et Niklaus Oberholzer[13] concernant la banque de données ADN a bien démontré l'intérêt pour les questions liées à ce sujet. Si les deux auteurs sont convaincus du bien-fondé d'un tel instrument, le second s'est fait le porte-parole des personnes manifestant des réticences et réclamant des garde-fous conséquents. Selon lui, le moyen est certes efficace mais ses effets secondaires sont préoccupants. Parfois, il faut savoir renoncer à des moyens de preuve lorsqu'on est conscient de la gravité des conséquences et des atteintes à la sphère privée qu'ils peuvent engendrer. L'ADN est un moyen de plus de contrô-

6 LSCPT, RS 780.1.
7 OSCPT, RS 780.11.
8 Dr. en droit, chargé de cours à l'Université de Genève.
9 Procureur du canton de Zürich.
10 Directeur de Forensic Computing Services, Pfäffikon.
11 Professeur à l'Institut de Police scientifique et de criminologie, Lausanne.
12 Professeur de droit pénal et de criminologie à l'Université de Lausanne.
13 Président de la chambre d'accusation du canton de Saint-Gall.

ler l'espace public et pourrait devenir la nouvelle reine des preuves, comme l'a été l'aveu en de sombres périodes. Finalement les enquêtes de masse font peur. Telles sont les craintes et les réticences d'une partie de la population.

Martin Killias rappelle que la banque de données ADN n'est pas un moyen pour porter atteinte aux libertés mais pour les protéger afin d'innocenter de manière irréfutable un suspect lors d'une enquête. Mais de là peut naître une confusion: la preuve ADN n'est pas et ne sera jamais susceptible d'établir à elle seule la culpabilité d'un suspect. Elle est obligatoirement corroborée par d'autres preuves car seul un ensemble convergent d'indices peut tendre à établir la culpabilité d'un suspect. Martin Killias conclut en disant qu'avec l'ADN, on connaît le risque d'erreur par les probabilités ce que ne permet pas le témoignage par exemple. Enfin, la banque de données ADN n'est pas si différente d'une banque de données d'empreintes digitales et ces dernières sont utilisées sans que personne ne s'y oppose. En fin de compte, c'est le terme «génétique» qui fait naître les réticences. La banque de données ADN, comme l'a souligné Verena Meier[14], ne pourra jamais déterminer si l'individu X ou Y a les yeux bleus ou verts et cela trop de personnes le croient encore et le redoutent! De plus, la LSCPT peut être tout aussi attentatoire aux libertés de chacun quand des personnes hors de cause sont surveillées par la force de chose!

Les Etats européens utilisent davantage les preuves «scientifiques» que d'autres moyens d'investigation comme les enquêtes sous couverture et le recours aux repentis. Cependant, comme l'a fait remarquer Marie-Aude Beernaert[15], pour faire face à la criminalité organisée ou au terrorisme, les législateurs autorisent de nouveaux procédés d'enquête comme le recours aux agents infiltrés et aux «témoins de la Couronne» au mépris des libertés individuelles et de certains droit fondamentaux. En effet, les enquêtes sous couverture allient le secret et la ruse afin d'entrer en interaction avec les milieux visés. Les expériences italiennes et canadiennes relatées par Maurizio Romanelli[16] et Hughes Johanis[17] ont également démontré les difficultés structurelles de ce genre de pratique dans le choix et le recrutement des agents infiltrés, de la difficile gestion des témoins et des repentis. La Suisse, elle, n'a pas une grande expérience d'enquêtes sous couverture. De plus, la volonté politique est claire: les agents provocateurs y sont interdits. Le 1er juillet 1998, le gouvernement fédéral a soumis au Parlement le message et le projet de loi sur l'investigation secrète[18]. Cette loi est destinée à créer une base légale autorisant le recours à des enquêteurs infiltrés comme moyen de lutte (notamment contre le trafic illicite de stupéfiants) et à réglementer cette pratique. Quant aux repentis, l'utilisation comme témoin d'un coauteur de l'infraction acceptant de témoigner contre ses complices en échange d'une exemption de peine, d'allégement en cours d'exécution de peine ou de tout autre avantage procédural est inconnue à ce jour en Suisse. Pourtant, certains pays font de ce procédé un instrument essentiel et indispensable de la lutte contre la criminalité organisée.En conclusion, s'il est une notion qu'il faut apprendre à conjuguer dans l'investigation criminelle, c'est bien celle de «faire équipe». Aucun moyen technique ou technologique ne se révèle être à lui seul la panacée. Mais est-on prêt à limiter les moyens d'enquête, comme par exemple le recours aux repentis et la constitution d'une banque de données ADN, afin de ne pas porter atteinte aux libertés individuelles et renoncer ainsi à combler efficacement le fossé qui nous sépare du milieu criminel?

Le congrès, par son importante fréquentation, a démontré l'intérêt porté à toutes ces questions mais également les réticences à entrer dans une spirale de moyens de preuve potentiellement toujours plus attentatoires aux libertés individuelles. Il est à souhaiter que ce regard critique contribue à alimenter les débats et à trouver des solutions adéquates à l'emploi d'un arsenal diversifié de moyens de lutte contre les diverses formes de criminalité, mais pas au détriment des droits fondamentaux et des principes essentiels du procès pénal.

Raphaël BROSSARD
Collaborateur scientifique
Droit pénal et criminologie
Université de Fribourg (Suisse)
raphael.brossard@unifr.ch

14 Dr. ès sciences, Directrice du Département de génétique forensique de l'Institut de médecine légale de l'Université de Bâle.
15 Chargée de cours invitée à la Faculté de droit de l'Université catholique de Louvain, Belgique.
16 Procureur, section anti-mafia, Milan, Italie.
17 Officier de la Royal Canadian Mounted Police, section opération spéciale, Ottawa, Canada.
18 Feuille fédérale 1998, 3765ss.

Mehr Sicherheit – weniger Freiheit?

Ermittlungs- und Beweistechniken hinterfragt

Bericht vom Schweizerischen Kongress für Kriminologie (Interlaken, 5.–7. März 2003)[1] Von Raphaël Brossard, übersetzt von Anne Berkemeier

Welche Position gilt es einzunehmen in einer Zeit, in der Technologie und Wissenschaft ihr Augenmerk mehr und mehr auf die Untersuchungstechniken, die Beweismöglichkeiten und die Kriminalistik im allgemeinen richten? Sind der Nutzung unserer technischen Möglichkeiten keine Grenzen gesetzt? Ist die individuelle Freiheit angesichts immer ausgefeilterer Verfahren nicht in Gefahr?

Im Kampf der internationalen Staatengemeinschaft gegen Terrorismus und organisierte Kriminalität werden oft schnelle und effiziente Untersuchungen gefordert. Die terroristischen Akte der letzten Zeit haben einen grossen Sicherheitsbedarf entstehen lassen. Erhöhen nun immer gründlichere Untersuchungs- und Beweismethoden wirklich die Sicherheit jedes einzelnen oder droht im Gegenteil die Einschränkung der Freiheit aller? Mark Pieth[2] hat den Rahmen für diese Debatte sehr klar gesteckt: die Gesellschaft hat keine andere Wahl als die öffentliche Sicherheit eines jeden unter Beachtung des Legalitätsprinzips und des Verhältnismässigkeitsgrundsatzes zu gewährleisten. Der Schutz der Bevölkerung kann jedoch nicht ohne weiteres ausgedehnt werden. Die Sicherheitsanforderungen müssen einen sekundären Charakter behalten: der Rechtsstaat kann kein Polizeistaat sein!

Dominique Pécaud[3] berichtet von den Ergebnissen einer Studie aus dem Jahre 2001 (beauftragt wurde er vom Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Interérieure, IHESI, Paris) über den Einfluss von Videoüberwachung auf die Sicherheit der Bürger auf öffentlichen Plätzen. Eine der zentralen Voraussetzungen für den Erfolg von Videoüberwachung besteht in der Information der Öffentlichkeit, damit diese das System und dessen Funktionsweise versteht. Zusätzlich erhofft man sich von der Videoüberwachung einen präventiven Effekt. Jedoch haben die Ergebnisse der Studie auch gezeigt, dass das Vorhandensein einer Kamera als Provokation verstanden werden und Auslöser für unerwartete strafbare Handlungen sein kann. Die Aussage von D. Pécaud ist eine klare Warnung: Vorsicht vor den unerwünschten Effekten der Verdinglichung und der «Naturalisierung» des Soziallebens!

Edwin Kube[4] informiert über die Rasterfahndung. Seit dem 11. September 2001 ist diese Untersuchungsmethode häufig als Mittel zur Gefahrenbekämpfung benutzt worden, weswegen die Rasterfahndung in den Fokus des öffentlichen Interesses gerückt ist. Fraglich ist, ob die Anwendung der Rasterfahndung auf Fälle mit tatsächlichem und aktuellem Gefahrenpotential beschränkt ist oder ob sie bereits bei virtueller Gefährdung angewendet werden kann? Laut Edwin Kube hat die Rasterfahndung sicher einen präventiven Effekt, sollte aber nicht überschätzt werden. Tatsächlich kann man mittels der Rasterfahndung gefährliche Individuen, die wie Einheimische in einem Land integriert sind, nicht mit 100prozentiger Sicherheit aufspüren. Der Übergang von einem individuellen zu einem kollektiven Verdacht kann das Recht schwächen und dazu führen, dass Menschen bestimmter Charaktereigenschaften wegen und nicht aufgrund eines konkreten Verdachtsmomentes gesucht werden. Um solche Grauzonen zu vermeiden, muss ein klarer rechtlicher Rahmen festgelegt werden.

Eine besonders faszinierende Untersuchungsmethode ist das Profiling. Volker Dittmann[5] bemerkt allerdings, dass mit Ausnahme der Profiler, die meisten ein sehr realitätsfernes Bild dieses Berufes haben. Diese falsche Vorstellung der Realität ist auf die Medien, aber auch auf das Image, das manche Profiler sich selber gegeben haben, zurückzuführen. Ursprünglich wurde diese Disziplin vom FBI hauptsächlich für Ermittlungen bei Serienverbrechen eingeführt. Die Kriminaluntersuchung besteht jedoch aus allen Methoden und

1 Der vorliegende Bericht dient lediglich Informationszwecken. Für detaillierte Ausführungen zum Kongress konsultieren Sie bitte: U. Cassani, V. Dittmann, R. Maag, S. Steiner, Mehr Sicherheit – weniger Freiheit? Ermittlungs- und Beweistechniken hinterfragt / Plus de sécurité - moins de liberté? Les techniques d'investigation et de preuve en question, Verlag Rüegger, Zürich, September 2003.
2 Professor für Strafrecht und Kriminologie an der Universität Basel.
3 Institut de l'homme et de la technologie, Nantes.
4 Professeur à l'Université de Giessen, Allemagne.
5 Psychiater, Direktor der Abteilung für forensische Psychiatrie der Universität Basel.

Techniken zur Beschaffung von Informationen und nützlichen Auskünften. Es handelt sich um eine weltweite Aufgabe und eine multidisziplinäre Arbeit: ein «Profiler» wird keinen Fall alleine lösen können, ausser vielleicht in Hollywoodfilmen! V. Dittmann unterstreicht, dass, obwohl das «Profiling» und die operativen Kriminalanalysen im besten Fall wertvolle Hilfe dazu leisten, den Polizeirecherchen eine Richtung zu geben, diese keinesfalls direkt die Identität des Täters ermitteln können.

Organisierte Kriminalität und Terrorismus verfügen über umfassende und effiziente logistische Mittel. Die moderne Technologie bietet diesem Milieu neue Waffen. Darum ist die Überwachung der Telekommunikation ein wichtiges Mittel zur Untersuchung. Seit dem 1. Januar 2002 sind das Bundesgesetz[6] und die Verordnung[7] über die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs in Kraft. Bernhard Straüli[8] erinnert daran, dass die Anwendung der Vorschriften dieses Gesetzes gegen natürliche oder juristische Personen einen Angriff auf die Privatsphäre darstellt. Art. 3 BÜPF führt einen erschöpfenden Katalog von Zuwiderhandlungen auf und weist zahlreiche Inkoherenzen und Fehler auf. Besagte Liste ruft Ratlosigkeit hervor, schlimmer noch, sie zwingt einen zu «juristischem Wurschteln». Das Vertrauen in ein solches Untersuchungs- und Beweismittel scheint darum begrenzt. Ausserdem können solche Überwachungsmethoden Dinge ans Tageslicht bringen, die nichts mit den zu untersuchenden Tatsachen zu tun haben: Informationen, die unter das Berufsgeheimnis fallen oder Zuwiderhandlungen, die bis anhin unentdeckt geblieben sind. Dem neuen Gesetz ist es nicht gelungen, diese unerwünschten Nebeneffekte zu verringern. Darum wird das Bundesgericht künftig ein Gesetz präzisieren müssen, dass wohl nicht lang genug durchdacht worden ist!

Beat Künzli[9] berichtet über die praktischen Probleme, welche die Umsetzung des BÜPF mit sich gebracht hat. Abgesehen von grundlegenden Ungereimtheiten, weist das Gesetz ebenfalls Problemfelder auf technischem und administrativem Niveau auf. Auch die Überwachung von Telefonkabinen und -zentralen gestaltet sich schwierig. Die Behörde, die im Gesetz «Dienst» genannt wird (Dienst für die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs) und die zuständig für die Anwendung des BÜPF und seiner Verordnung ist, besitzt nicht die geeigneten technischen Mittel, solche Abhöraktionen durchzuführen. Ausserdem macht es wenig Sinn, dass die Überwachung lediglich während der Bürozeiten gewährleistet ist, wo es doch allseits bekannt ist, dass die meisten Kontaktaufnahmen mit kriminellem Hintergrund in der Nacht stattfinden. Schliesslich hemmen die hohen Kosten, die von den Mobilfunkanbietern für die Überwachung eines Mobiltelefons verlangt werden, die Nachforschungen. Herbert Andres[10] gibt zusätzlich zu Bedenken, dass man in Zukunft angesichts der Entwicklung der Kriminalität Software wird überwachen müssen. Doch sind die von schweizerischen Anbietern verlangten Kosten für die Überwachung des Internets exorbitant im Vergleich zu denen im Ausland. Ziehen wir alle am selben Strick?

Die Kriminalwissenschaft stützt sich zum Beleg von Tatsachen mehr und mehr auf sogenannte wissenschaftliche Beweise. Wie Franco Taroni[11] zeigt, bleibt es aber dem Juristen überlassen, die Beweismittel zu interpretieren; er muss sie verstehen und auswerten. Im allgemeinen drückt der Experte die Beweiskraft seiner Ergebnisse mittels Wahrscheinlichkeiten aus, d.h. man muss eine Entscheidung mittels der Bewertung von etwas Ungewissem in Kauf nehmen. Verständnisschwierigkeiten bereitet dabei mehr die Art der Antwort als das Ergebnis selber. Ausserdem hängt der wissenschaftliche Beweis nicht nur vom Können des Experten, sondern auch und vor allem von der Fähigkeit des Juristen, ungewisse Resultate (ausgedrückt in Wahrscheinlichkeiten), wie die Ergebnisse einer DNA-Analyse, zu verstehen.

Die Diskussion zwischen Martin Killias[12] und Niklaus Oberholzer[13] über DNA-Datenbanken zeigt deutlich, welch grosses Interesse an diesem Thema besteht. Auch wenn beide vom Nutzen einer solchen Institution überzeugt sind, vertritt letzterer die Ansicht, dass Zurückhaltung geübt werden sollte und klare Grenzen vorhanden sein müssten. Seiner Meinung nach ist das Mittel sicher effizient, aber seine Begleiterscheinungen sind beunruhigend. Manchmal muss man Möglichkeiten der Beweisführung ungenutzt lassen, wenn man sich der mitunter schwerwiegenden Kon-

6 BÜPF, SR 780.1.
7 VÜPF, SR 780.11.
8 Dr. iur, Lehrbeauftragter an der Universität Genf.
9 Staatsanwalt im Kanton Zürich.
10 Direktor der «Forensic Computing Services», Pfäffikon.
11 Professor am «Institut de Police scientifique et de criminologie», Lausanne.
12 Professor für Strafrecht und Kriminologie an der Universität Lausanne.
13 Präsident der Anklagekammer des Kantons St. Gallen.

sequenzen bewusst ist. Die DNA ist eine weitere Möglichkeit, den öffentlichen Raum zu kontrollieren und könnte – ähnlich dem Geständnis – der «Top-Beweis» werden. Bei einem Teil der Bevölkerung lösen solche Massennachforschungen allerdings Ängste und Bedenken aus.

Martin Killias gibt zu bedenken, dass die DNA-Datenbank die Freiheit nicht gefährdet, sondern diese schützt, da die Unschuld eines Verdächtigen so auf unwiderrufliche Art und Weise bewiesen werden kann. Aber daraus kann ein gedankliches Durcheinander entstehen: der DNA-Beweis ist nicht und wird niemals dazu geeignet sein, alleine die Schuldhaftigkeit eines Verdächtigen festzustellen. Dieser Beweis wird zwangsläufig durch andere Beweise erhärtet, da nur mehrere übereinstimmende Beweise die Schuld eines Verdächtigen begründen können. Martin Killias bemerkt schliesslich, dass es beim DNA-Beweis ein Fehlerrisiko (wegen der Wahrscheinlichkeiten) geben kann, was bei einer Zeugenaussage natürlich nicht der Fall ist. Auf der anderen Seite unterscheidet sich eine DNA-Datenbank nicht wesentlich von einer elektronischen Datenbank für Fingerabdrücke und letztere werden genutzt, ohne dass jemand sich daran stösst. Schlussendlich ist es der Terminus «genetisch», der Bedenken aufkommen lässt. Wie Verena Meier[14] unterstreicht, wird man mittels einer DNA-Datenbank niemals festlegen können, ob X blaue oder grüne Augen hat. Aber genau das glauben und befürchten viele Menschen auch heute noch!

Die europäischen Staaten ziehen wissenschaftliche Beweise anderen Beweismöglichkeiten, wie verdeckter Ermittlung oder Kronzeugen, vor. Unterdessen gestatten die staatlichen Gesetzgeber, wie Marie-Aude Beernaert[15] einwendet, um der organisierten Kriminalität oder des Terrorismus Herr werden zu können, neue Untersuchungsmethoden wie den Einsatz von V-Männern und Kronzeugen zulasten der individuellen Freiheit und gewisser Grundrechte. Tatsächlich vereinen verdeckte Ermittlungen Geheimhaltung und List mit dem Ziel, mit dem anvisierten Milieu in Verbindung zu treten. Die italienischen und kanadischen Erfahrungen in diesem Bereich, die von Maurizio Romanelli[16] und Hughes Johanis[17] dargestellt werden, zeigen die strukturellen Schwierigkeiten bei der Auswahl und der Rekrutieren von Agenten und die Probleme bei der Behandlung von Zeugen und Kronzeugen. In der Schweiz hat man keine grosse Erfahrung mit verdeckter Ermittlung. Ausserdem ist die politische Vorgabe klar: «agents provocateurs» sind verboten. Am 1. Juli 1998 hat der Bundesrat dem Parlament Botschaft und Vorentwurf zu einem Gesetz über die verdeckte Ermittlung[18] vorgelegt. Dieses Gesetz soll eine rechtliche Grundlage schaffen, die den Rückgriff auf verdeckte Ermittler als einer Möglichkeit des Kampfes (namentlich gegen den illegalen Handel mit Betäubungsmitteln) gestattet und diese Praxis reglementiert. Die Institution des Kronzeugen – darunter versteht man die Einbeziehung eines Mittäters, der bereit ist gegen seine Komplizen auszusagen und im Gegenzug eine Strafbefreiung, eine Strafmilderung oder einen anderen prozessrechtlichen Vorteil erhält – ist bis heute in der Schweiz unbekannt, obwohl einige Länder dieses Vorgehen bereits zu einem unentbehrlichen Instrument im Kampf gegen das organisierte Verbrechen gemacht haben. Zusammenfassend lässt sich konstatieren, dass das «Zusammenspiel» aller Untersuchungsmethoden und -möglichkeiten von zentraler Bedeutung ist. Kein technisches oder technologisches Mittel bietet für sich alleine genommen die Universallösung.

Der rege Zulauf zu diesem Kongress hat das grosse Interesse an all diesen Fragen gezeigt. Es wurden Bedenken deutlich, sich von einem Strudel möglicher Beweismittel, die mehr und mehr die individuelle Freiheit einschränken, mitreissen zu lassen. Zu wünschen wäre, dass dieser kritische Blick dazu beiträgt, die Debatte anzukurbeln und angemessene Lösungen für die Nutzung eines diversifizierten Arsenals an Möglichkeiten für den Kampf gegen die verschiedensten Ausprägungen der Kriminalität zu finden, ohne dabei Grundrechte oder fundamentale Prinzipien des Strafprozesses zu beeinträchtigen.

Raphaël BROSSARD,
Anne BERKEMEIER
Wissenschaftliche Mitarbeiter
Universität Freiburg
raphael.brossard@unifr.ch;
anne.berkemeier@unifr.ch

14 Dr. rer. nat., Direktorin des Departements für forensische Genetik des Instituts für Gerichtsmedizin der Universität Basel.
15 Lehrbeauftragte an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der katholischen Universität Löwen, Belgien.
16 Staatsanwalt, Sektion Anti-Mafia, Mailand, Italien.
17 Offizier der Royal Canadian Mounted Police, Sektion spezielle Operationen, Ottawa, Canada.
18 BBl 1998, 3765 ff.